

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

VIVES TENSIONS EN ITALIE

Le PCI au pouvoir ?

Grèves et manifestations se succèdent en Italie où les travailleurs refusent de payer le prix de la crise et combattent la dure austérité que veut leur imposer la bourgeoisie monopoliste.

Pour briser ces luttes, cette dernière perfectionne, dans de grandes proportions, un appareil répressif dont le reportage, mardi soir, à la télévision (Antenne 2) aura donné une idée :

— Loi autorisant la police à tirer sur toute personne ayant une arme à feu : dans une manifestation, éventuellement dans la fumée des gaz lacrymogènes ou autres, on voit ce que cela peut donner !

— Surveillance par circuit de télévision (caméras avec télé-objectif) de divers lieux publics : on peut ainsi surveiller, de la préfecture de Rome, une personne assise à la terrasse d'un café, un groupe dans une rue, etc.

— Prisons spéciales, style Stammheim, ou du genre qu'on commence à mettre en place en France avec



Italie, la police charge violemment une manifestation (photo HR).

les «quartiers de haute sécurité» : on a pu voir le directeur d'une des plus sinistres de ces prisons, grand amateur de poésie et parlant de «l'amour entre les hommes» : le plus pur style de certains SS du temps d'Hitler !

La bourgeoisie fait également donner à plein les groupes néo-nazis ou les

provocateurs de sa propre police pour créer le climat nécessaire à la mise en place de toutes ces mesures destinées de fait à frapper la lutte révolutionnaire du peuple.

Notons au passage des inexactitudes et omissions significatives dans le reportage d'Antenne 2 :

— La photo (publiée au printemps dernier par de nombreux journaux dont le nôtre) d'un tireur à cagoule, qualifié de terroriste, alors qu'il est pratiquement certain qu'il s'agissait d'un policier dans l'exercice de ses fonctions de provocateur !

— Il fut justement très peu question des groupes fascistes italiens dont les attentats et assassinats ont pourtant fait en Italie de très nombreuses victimes, et l'accent fut mis au contraire sur les prétendus terroristes d'extrême-gauche.

Toutes ces mesures répressives ont été adoptées, votées à l'Assemblée avec l'accord, ou au moins l'abstention du Parti communiste italien, quand il ne les appelait pas lui-même de ses vœux.

De même, ce parti a entériné le plan d'austérité du gouvernement Andreotti et la CGIL, syndicat dont il contrôle la direction, a signé avec ce gouvernement un sinistre accord autorisant la «réduction du coût du travail», autrement dit, la diminution des salaires, la suppression d'avantages acquis dans diverses branches par les travailleurs.

sont doublées, l'isolement est le plus total et on y reste enfermé 23 heures avec une heure de promenade, seul dans une autre cellule» a dit Roland Agret.

«Si vous laissez un chat 24 h dans cette cellule, a-t-il ajouté, il vous grifferait quand vous ouvririez la porte et l'on dirait "pauvre bête". Mais là, ce sont des hommes qui y croupissent et l'on s'étonne quand ils deviennent des bêtes, quand, à leur sortie, ils n'ont plus d'amour mais seulement de la haine».

GREVE CONTRE LE QUARTIER DE HAUTE SECURITE

Le comité d'action des prisonniers estime que la grève de la faim, lancée par huit détenus incarcérés dans «les quartiers de haute sécurité (QHS), est «historique» car elle a été suivie par des prisonniers non-soumis à ce régime.

Pour cette organisation, qui a pris l'initiative de manifester mercredi après-midi, de 16 h à 20 h, place Vendôme, devant le ministère de la Justice, il faut supprimer ce système illégal des «quartiers d'extermination».

M. Roland Agret, qui participait mardi matin à

une conférence de presse, organisée à Paris par le CAP, a décrit les «quartiers de haute sécurité qui mutilent et écrasent les prisonniers en les transformant en fauves». M. Agret, qui a passé un an sous ce régime, a indiqué que l'on y plaçait les détenus «jugés dangereux par l'administration pénitentiaire» et «dans l'arbitraire le plus total». Ces cellules qui «font trois pas sur quatre ont pour tout meuble une table, un tabouret, un lavabo et un WC en béton, avec un lit de 1,60 m et une armoire scellée au mur. Les portes

A L'OCCASION DU 10^e
ANNIVERSAIRE DU PARTI
COMMUNISTE MARXISTE LÉNINISTE
DE FRANCE

MEETING

Organisé par l'Humanité rouge

LE 27 JANVIER A 20h30

A la mutualité

Le dixième anniversaire du PCMLF. La campagne politique de 1978. Présentation des candidats marxistes léninistes de la région parisienne.

• Bolivie

Grève de la faim pour l'amnistie
des prisonniers et exilés politiques

Le soutien s'amplifie

400 personnes poursuivent actuellement une grève de la faim, lancée il y a maintenant 11 jours, en faveur d'une amnistie totale des prisonniers et exilés politiques.

Parmi eux, il y a les femmes et mères des prisonniers, mais aussi les mineurs qui n'ont pu re-

trouver du travail après les grèves qu'ils ont menées.

Toute l'opinion publique soutient cette grève qui prend maintenant une grande ampleur tant par le nombre des grévistes que par les répercussions qu'elle a dans le pays.

• Marange-Silvange (Moselle)

Première victoire au foyer d'handicapés

Il y a du nouveau dans la lutte contre les 8 licenciements pour fait de grève au foyer Bernard Delforge. La direction et son compère le député Kiffer sont devenus beaucoup moins sûrs d'eux. Face à la détermination des licenciés, face au développement de la popularisation et du soutien à la lutte, la direction a déjà reculé considérablement.

Samedi dernier, à l'issue d'une longue séance de négociations, elle a concédé 7 réintégrations : 7 des 8 licenciés sont repris ! C'est déjà une grande victoire qui montre qu'il était, et qu'il reste possible de gagner.

Après ce premier succès, la lutte continue pour

arracher la réintégration du délégué syndical que la direction refuse toujours de reprendre. Une mobilisation importante (80 à 90 personnes) a eu lieu, lundi matin, au tribunal qui devait examiner un référé pour la réintégration ; mais le jugement a été repoussé au mercredi 11 janvier.

Par ailleurs, les licenciés organisent un grand bal, le samedi 28 janvier, à la salle des fêtes de Rombas. Ce bal sera l'occasion de soutenir financièrement la lutte du foyer et d'autres luttes de la région.

Le 11 au tribunal, le 28 au bal, soyons de plus en plus nombreux à exiger la réintégration du délégué syndical CFDT.

Giscard en Afrique

Deuxième producteur mondial de cacao, 3^e pour le café ; premier producteur africain de bois et premier exportateur africain de bananes, ananas, huile de palme ; producteur et exportateur de coton, riz, coprah, caoutchouc, et paraît-il très riche en pétrole, en voilà déjà bien assez pour justifier le long séjour en Côte-d'Ivoire du plus haut responsable de l'État capitaliste français dont les monopoles sont particulièrement bien implantés là-bas.

Il faut dire que cette France-là a, dans ce pays, un ami fidèle : Félix Houphouët-Boigny, son président. Il fut, en effet, cinq fois membre du gouverne-

ment français, la dernière dans celui de Debré, jusqu'en 1960, mais avant dans ceux de Guy Mollet, Félix Gaillard, Maurice Bourges Maunoury, autrement dit, les principaux gouvernements de la guerre d'Algérie !

On comprend que la Côte-d'Ivoire soit l'un des plus chers fleurons de la décolonisation française !

L'élaboration d'une politique africaine des monopoles français, mieux adaptée à une époque où le tiers monde lutte avec vigueur pour se dégager de l'impérialisme et où les deux superpuissances, la russe notamment, sont très actives en Afrique, passe nécessairement par Abidjan !



A propos des allocations familiales

Défendre nos droits !

Comme chacun pense le savoir, toute femme enceinte a droit à trois primes d'allocations avant la naissance de son enfant, pour ceci elle doit passer les trois visites obligatoires, dans les temps impartis.

Aujourd'hui, ce qui m'arrive n'est certainement pas un cas isolé, mais une politique délibérément établie pour faire des économies sur le dos des travailleurs.

Voici l'histoire.

Je suis enceinte, par souci personnel, j'ai décidé de voir le médecin gynécologue une fois par mois pour suivre ma grossesse. A la visite du 6e mois, le médecin remplit le papier nécessaire pour que je puisse recevoir cette fameuse allocation (on a droit à une prime pour : le 1er examen, avec la déclaration de grossesse avant la fin du 3e mois ; le 2e examen, au cours du 6e mois de grossesse et le 3e examen subi dans les quinze premiers jours du 8e mois de la grossesse).

Quelle n'est pas ma surprise aujourd'hui de recevoir un papier des allocations me supprimant cette prime (plus de 650 F !) sous prétexte que j'ai subi l'examen trop tôt !

Qu'est-il donc plus important, pour ces messieurs dames du pouvoir qui nous remercient si généreusement de faire des enfants ? Est-ce de suivre notre grossesse le mieux possible pour notre santé et celle de notre enfant ? ou bien est-ce de nous supprimer une prime (dont aucun travailleur ne pense qu'elle est superflue !) sous le mauvais prétexte que nous avons subi l'examen trop tôt ou trop tard ! Je dois dire que pour ma part, il s'agit d'une erreur que la caisse a depuis rectifié, mais cela a nécessité que je perde deux ou trois heures et que je fasse 50 km pour réclamer mon dû !

Quels sont les motifs pour faire sauter ces primes ?

— transmission tardive du feuillet correspondant à l'examen subi (une fois l'examen subi, il faut envoyer le feuillet dans les temps impartis !)

— examen tardif, (l'examen doit être subi dans les périodes déjà citées plus haut).

— déclaration tardive : la déclaration de grossesse faite après la fin du 3e mois entraîne la suppression de la première prime d'allocations plus une diminution des autres primes !

— examen médical : le premier examen doit être obligatoirement effectué par un médecin.

— examen radio ou de laboratoire non subi : si on ne se prête pas à l'obligation d'effectuer ces examens, la prime saute.

— examen passé avant la date prévue : le deuxième examen, au cours du 6e mois de grossesse ; le troisième examen dans les 15 premiers jours du 8e mois, (avant c'est pas bon, tant pis pour vous !).

— enfin, l'examen de laboratoire, les prestations ne sont versées qu'après réception du volet concernant ces examens.

Parallèlement, à cela, je pense intéressant de signaler que pas une seule fois le médecin du travail de mon établissement qui vient deux matinées par semaine, ne m'a convoquée pour m'examiner et suivre ma grossesse (je travaille dans un hôpital).

Parce que la santé des femmes enceintes et de leur enfant est un droit et qu'elle ne doit pas être seulement l'affaire de chacune mais aussi l'affaire de tous, nous devons réclamer dès maintenant :

— un examen à chaque mois de notre grossesse qui soit pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale,

— que cet examen soit suffisamment complet (avec au minimum, la surveillance du poids, de la tension artérielle, de la hauteur du col utérin, l'auscultation des bruits du cœur de l'enfant et la recherche de sucre et d'albumine dans les urines).

— avec la surveillance obligatoire sur le lieu même du travail ;

— avec le repos obligatoire pour toute femme enceinte présentant une grossesse à risque. Le facteur le plus important étant le risque de prématurité (l'une des raisons de prématurité étant les conditions de travail et de déplacement très pénibles pour de nombreuses travailleuses) ;

— avec le maintien intégral du salaire pendant les congés maternité ;

— avec l'application réelle de la loi garantissant la réembauche des femmes après leur congé de maternité ;

— avec, bien sûr, la suppression immédiate de toutes les mesures limitant le droit à toucher les primes ;

— et avec une véritable information de tous ces droits.

Une lectrice

A NOS LECTEURS ET DIFFUSEURS
Dans notre prochaine édition
hebdomadaire, paraissant sur
8 pages, du vendredi 13, nous
consacrerons une place importante
à Chelles et à Grenoble



Entretien avec un représentant de la Zanu (Rhodésie)

L'avenir appartient aux patriotes africains

Un porte-parole de la ZANU (le principal mouvement de libération qui dirige la lutte du peuple zimbabwéen, en Rhodésie) était de passage à Paris, ces jours-ci. Il s'est entretenu avec un rédacteur de notre journal et nous reproduisons ci-dessous l'essentiel de ses propos.

L'intention de la Grande-Bretagne, à la conférence de Genève, était d'obtenir principalement que nous cessions le combat. Pour nous, il était correct de négocier sur la transition (c'est-à-dire la passation du pouvoir aux forces patriotiques). Mais nous voulions nous assurer que le processus de transition serait libre et non sous la domination de Ian Smith. Or, le maintien de l'État rhodésien

dirigé par Smith ne permet pas d'assurer un climat de liberté pour des élections libres.

L'échec de la conférence tient donc au fait que les impérialistes ont refusé notre proposition qui était : le démantèlement des forces armées de Smith et l'acceptation des forces patriotiques comme les seules forces armées du pays. C'est le refus de reconnaître cette proposition qui a provoqué



Une militante de la Zanu à l'entraînement.

l'échec de la conférence. C'est en fait le refus de reconnaître la représentativité du Front patriotique (1), représentativité qui, sur le terrain, est une réalité.

L'attitude de la Grande-Bretagne, depuis la conférence de Genève jusqu'à aujourd'hui, pour protéger Smith et son pouvoir, consiste soit à tenter de casser le Front, soit à ne pas condamner les initiatives de Smith (comme le retour de Sithole (2) par exemple), à ne pas condamner le retour à la politique de conversations internes avec des individus qui ne représentent rien, et ceci, tout en continuant à discuter avec le Front patriotique sur la base des propositions anglo-américaines.

Malgré leurs paroles, les Britanniques n'ont donc pas condamné les manœuvres de Smith et la politique de conversations qu'il mène. Ils ont même loué Smith pour ses massacres au Mozambique. Ils continuent à ne pas tenir leurs promesses de sanctions à l'égard de la Rhodésie, promesses faites depuis douze ans.

Les Britanniques sont conscients que plus nous continuerons la lutte armée et moins ils auront de chances de nous faire accepter un compromis. C'est pour cette raison qu'ils ressortent les propositions anglo-américaines. Lord Carver (commissaire-résident, chargé, dans le plan anglo-américain d'assurer la transition), vient d'arriver à Maputo (Mozambique) pour rencontrer le Front patriotique et réactiver les propositions anglo-américaines ; déjà l'an dernier, Carver avait échoué dans sa tentative d'obtenir un accord entre le Front patriotique et Smith. Mais, au lieu d'en tirer la conclusion qu'un tel accord est impossible en dehors des bases déjà indiquées, il a persisté dans ses tentatives en proposant une nouvelle rencontre à Malte. Smith n'a pas même daigné s'y rendre et les Britanniques ont annulé cette nouvelle tentative. Tout ceci montre que les Anglais collent aux désirs de Smith.

(A suivre)

MESSAGE DU PARTI COMMUNISTE D'ALLEMAGNE (KPD) AU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Chers camarades,

A l'occasion du 10e anniversaire de la fondation du Parti communiste marxiste-léniniste de France, nous vous transmettons au nom de tout le parti, les salutations militantes les plus chaleureuses et fraternelles.

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France est né dans la lutte intransigeante contre le révisionnisme moderne. Dans les années de son existence, il a prouvé que dans tous les méandres de la lutte de classes, malgré sa mise hors de la légalité juste six mois après sa fondation, et malgré la complexité de la lutte idéologique dans le jeune mouvement marxiste-léniniste surtout en Europe occidentale, il s'en tient au marxisme-léninisme, mobilise toutes ses forces pour lier le marxisme-léninisme à la pratique concrète de la révolution en France et concentre ses efforts pour faire revivre en une force sociale les traditions impérisables de la grande Commune de Paris que les révisionnistes ont rejetées aux orties. En dépit de toutes les attaques et des manœuvres de diversion des révisionnistes modernes notre parti s'appuie sans relâche sur la théorie des trois mondes élaborée par le camarade Mao Tsé-toung, pour développer son travail révolutionnaire en France, pays du second monde.

Le Parti communiste marxiste-léniniste et notre parti mènent leur lutte dans des pays voisins. Pour nos peuples, nos classes ouvrières et nos partis, il y a des tâches communes dans notre lutte contre l'hégémonie des deux superpuissances, surtout contre les visées hégémoniques du social-impérialisme soviétique, dans la lutte pour la révolution prolétarienne et l'instauration de la dictature du prolétariat. Dans notre lutte pour une Allemagne indépendante, unifiée et socialiste, nous apprenons des expériences de votre parti. Nous espérons que les relations entre nos deux partis se développeront et se renforceront.

Pour les années à venir et la prochaine décennie de votre lutte révolutionnaire, nous vous souhaitons, à vous et à tous les membres et les amis de votre parti, de nouveaux succès dans l'édification du parti dans la lutte pour gagner la classe ouvrière française et des masses populaires — dans la lutte contre les ennemis de la révolution prolétarienne en France et dans l'arène internationale.

Vive le Parti communiste marxiste-léniniste de France !

Vive l'amitié entre la classe ouvrière française et allemande !

Vive le marxisme, le léninisme, la pensée maotse-toung !

Vive la révolution prolétarienne mondiale !

Christian Semler,
Président du comité central du KPD

LES TENTATIVES POUR CASSER LE FRONT

Dans la presse britannique, on trouve différents points de vue.

Certains disent que N'komo serait prêt à rentrer dans le pays, que le Front patriotique est une alliance difficile entre la ZANU et la ZAPU et que les tensions sont telles que son effondrement est imminent. Il existerait, d'après certains, des contacts secrets entre Smith et N'komo.

En dehors de ces approches, d'autres existent encore : par exemple, certains spéculent sur les entretiens entre certains représentants des milieux capitalistes, comme Tiny Rowland, président de la multinationale Lonrho, qui intervient au Zimbabwe, Smith et Kaunda, le président de la Zambie. Ils spéculent aussi sur le lien qui pourrait exister, d'après eux, entre les trois composantes que nous venons de voir et Nkomo.

Ce sont là quelques-unes des manœuvres pour tenter de briser le Front patriotique.

Si de telles manœuvres se développent, c'est

(1) Le Front patriotique regroupe la ZANU, dirigée par R. Mugabe, et la ZAPU de J. N'komo.

(2) Sithole : Représentant de fractions minoritaires africaines favorables au maintien de la domination de Smith, rappelé d'exil.



Vives tensions en Italie

Le PCI au pouvoir ?

(Suite de la page une)

Mais tout cela n'a pas enrayer les luttes et la crise continue. Bien sûr, ce sont des « terroristes, de la violence, des affrontements extrême-droite - extrême-gauche » que l'on parle et sur lesquels on fait même grand bruit, mais c'est en fait un nouveau durcissement de la dictature de la bourgeoisie qui se prépare pour faire face à des luttes toujours plus amples et plus profondes.

Pour cela, le parti de Berlinguer, le PCI, et celui d'Andreotti, le démocrate-chrétien (que le langage populaire réunit déjà sous le vocable imagé de Berlinguotti), doivent gouverner ensemble : c'est ce que réclame, en tout cas, le PCI qui exige maintenant de participer au gouvernement.

Le peuple italien a beaucoup appris sur la nature de ce parti, ces dernières années : on se souvient des manifestations étudiantes de l'an dernier, visant le PCI au même titre que les chrétiens-démocrates, ou des centaines de milliers de travailleurs manifestant contre l'accord CGIL et autres syndicats avec les patrons et l'État. On peut s'attendre à ce que les affrontements de classe continuent à se durcir.

Que notre peuple soit mieux armé, par un tel exemple, contre la bourgeoisie monopoliste française et le frère français de Berlinguer : Marchais.

Le racket des voix des français résidant à l'étranger

«SIGNEZ, NOUS FERONS LE RESTE»...

Tout a commencé le 21 décembre dernier, à l'Assemblée nationale, aux toutes dernières séances de la législature 1977. Dans un brouhaha indescriptible, Gaston Defferre dénonce « la tentative

de fraude électorale la plus importante de l'histoire ». Il dénonce ce que le PS appelle, depuis lors, un « racket électoral », dont seraient l'objet les 700 000 électeurs français vivant à l'étranger.

Ce racket, organisé par la majorité gouvernementale, se base sur un texte de loi, la loi du 19 juillet dernier, que pourtant l'opposition avait accepté sans broncher...

QUELQUES CAS...

Voici quelques cas de « déplacements » des voix. Nous indiquons tout d'abord la ville où les inscriptions ont atterri puis le pays étranger d'où elles viennent et leur nombre connu à ce jour. Cette liste est loin d'être complète.

Marseille	Côte d'Ivoire (1 278 inscriptions) et d'autres pays, soit un total de 2 645 inscriptions.
Paris XVIIIe	Gabon (500 inscriptions)
Chatenay-Malabry (Hauts-de-Seine)	Bésil (35 inscriptions)
Montpellier	Côte d'Ivoire (1 200 inscriptions)
Nîmes	Thaïlande (250 inscriptions)
Grenoble	Maroc (146 inscriptions) et d'autres pays, soit un total de 476 inscriptions
Toulouse	Gabon (456 inscriptions)
Châtelleraut	Ile Maurice (273 inscriptions)
Brest	Madagascar (321 inscriptions)
Auxerre	Mexique (300 inscriptions)
Périgueux	Congo (403 inscriptions) et d'autres pays, soit un total de 457 inscriptions
Saint-Étienne	Maroc (400 inscriptions)

On note aussi des inscriptions douteuses en provenance d'Autriche dans certains arrondissements de Paris, en provenance du Cameroun à Houilles (dans les Yvelines) et en provenance du Sénégal à Nice...

UNE CIRCULAIRE

Selon la loi du 19 juillet, les Français vivant à l'étranger peuvent s'inscrire, par procuration, au centre de vote de leur choix, dans une ville de plus de 30 000 habitants.

La question, c'est que les « services compétents » s'adresseront à ces électeurs-là pour leur demander de ne pas s'inscrire n'importe où, mais dans des circonscriptions où cela intéresse la majorité.

C'est ainsi qu'une circulaire, adressée aux Français résidant en Côte d'Ivoire, déclarait : « Si vous êtes inscrits dans une commune où la victoire de la majorité est douteuse, restez inscrits

et votez par procuration. Si vous êtes inscrits dans une commune où les jeux sont faits, changez de circonscription, car votre vote sera inutile ». Et la circulaire propose de changer pour Marseille et Montpellier.

Il y a 40 000 Français en Côte d'Ivoire. 1 200 se sont ainsi retrouvés inscrits à Montpellier, où le député socialiste, Freche, avait battu le RPR sortant, aux dernières élections par 893 voix... Vous avez compris l'intérêt de la manœuvre pour la majorité gouvernementale.

UNE LETTRE DE DELAUNAY

Deuxième document in-

C'est ainsi que des procurations en blanc en provenance de Casablanca ont été remplies par d'autres. Les procurations comportant des noms patronymes commençant par les lettres de A à G de l'alphabet ont été déposées à Grenoble. Celles dont les noms commencent par les lettres de G à W ont été déposées à Saint-Étienne. Tout cela se fait, rappelons-le, sans que les électeurs français au Maroc sachent où ils votent et pour qui ils voteront : on leur a demandé un papier signé en blanc.

Il y a même eu des cas où des électeurs avaient remplis leur procuration, en précisant le nom de leur ville, d'origine par exemple. Les « services compétents » ont alors barré ce nom de ville pour y mettre un autre nom, qui leur convient mieux. Toujours bien sûr sans que les électeurs concernés le sachent.

Élections : le racket permanent.



ABONNEMENT SPECIAL

À l'occasion de la campagne politique pour les législatives de mars 1978, l'Humanité rouge paraîtra sur huit pages, tous les jours, à partir du 16 janvier, au prix de 1,70 F l'exemplaire.

Une réduction exceptionnelle sera faite sur tout abonnement pris entre le 15 janvier et le 15 mars.

QUOTIDIEN SEUL

Pli ouvert
1 mois (22 Nos) 30 F
3 mois (66 Nos) 90 F
6 mois (132 Nos) 180 F

Pli fermé

1 mois (22 Nos) 60 F
3 mois (66 Nos) 180 F
6 mois (132 Nos) 360 F

QUOTIDIEN PLUS BIMENSUEL

Pli ouvert
1 mois 35 F
3 mois 105 F
6 mois 210 F

Pli fermé

1 mois 70 F
3 mois 210 F
6 mois 420 F

Nous accusons: Le système électoral

Le racket, lancé sur les 700 000 Français vivant à l'étranger, est un scandale.

Le responsable immédiat de ce scandale, c'est l'administration qui a organisé ce racket, cela est clair et évident. Il nous faut dénoncer ces gens-là et leurs méthodes.

Au-delà d'eux, c'est tout le système électoral qui est remis en cause. Que la nomination d'un député puisse être soumise à de tels aléas, à quelques dizaines de voix ici ou là, pose déjà question. C'est donc, dans le système actuel, à si peu de chose, que tient l'« avenir du pays » ?

Mais surtout, il y a un autre racket, permanent,

institutionnel, que personne, ni à droite ni à gauche, ne dénoncera, et pour cause.

Les cadeaux faits aux vieillards des hospices ou les hôpitaux, les galas organisés par les divers candidats de droite et de gauche, n'est-ce pas un racket permanent ? Une voix contre une poignée de main, contre un sourire, un repas...

Les « services » rendus par les députés, de gauche et de droite, n'est-ce pas un racket permanent ? Quand ils placent dans tel ou tel emploi une personne qui vient s'adresser à eux en dernier recours, parce qu'il faut à tout prix sortir du chômage, ou quand ils assurent la promotion ici ou là d'un électeur potentiel... n'est-ce pas un racket cela

aussi ? Une voix contre un « service » rendu...

À un niveau plus général, les programmes des partis, de droite ou de gauche, leurs promesses toutes plus attirantes les unes que les autres, la démagogie et la surenchère électorale à laquelle ils se livrent tous, n'est-ce pas un racket permanent ? N'est-ce pas, sur une grande échelle, profiter de la misère des gens, leur faire des promesses qui susciteront peut-être chez eux un certain espoir, mais dans le seul but de récupérer leurs voix... et une fois élu, on verra bien. Combien de promesses restées ainsi lettre morte ?

À nos yeux, c'est tout le système électoral bourgeois qui est racket.

intéressant à connaître : un télégramme envoyé par l'ambassadeur de France au Gabon, Delaunay, annonçant au ministre des Affaires étrangères l'expédition de demandes d'inscription et de procuration laissées en blanc.

Les Français résidant à l'étranger sont, dans ce cas, appelés à signer un papier blanc, que les « services compétents » remplissent à leur place, puis les mêmes « services compétents » votent à la place de ces électeurs. Ceux-ci ne sauront jamais où ils ont voté et pour qui.

LES ORGANISATEURS

Les organisateurs de ce racket seraient les hommes du gouvernement. Il semble même, selon certains graphologues, que ces procurations aient été remplies au quai d'Orsay, c'est-à-dire au ministère des Affaires étrangères.

Mais ceux qui jouent aujourd'hui le rôle d'accusateur, les dirigeants de la gauche, ceux du PS notamment, sont-ils si blancs que cela ? Defferre, le grand justicier antiracket, est-il bien placé pour mener une telle croisade ?

POUR CORRESPONDRE AVEC LE JOURNAL TELEPHONEZ AU 202 18 29



Le PCF à l'entreprise

A la «conquête» du terrain perdu

Sous le titre : «10 points de conquête», l'Humanité de mardi lance, à l'issue de la conférence nationale du PCF, un appel aux révisionnistes à militer dans l'entreprise.

«La lutte politique qui s'engage, exige que l'activité communiste à l'entreprise prenne un tour sans précédent. Les organisations communistes, les candidats vont s'intéresser prioritairement aux lieux de travail sans oublier ceux où le parti est encore absent».

Cet appel vient après un long article publié dans «France nouvelle» début janvier sous le titre : «PCF : il doit toujours se passer quelque chose à l'entreprise». Dans cet article, les révisionnistes, partant du constat que «à quelques exceptions près... le PCF est sous-organisé dans les entreprises et son activité est sous-développée», appelaient aussi à un renforcement de leur activité au sein de la classe ouvrière.

Pour quoi ? Les travailleurs, la classe ouvrière ont une expérience qui commence à être longue des révisionnistes. Cette expérience qui fut souvent douloureuse, c'est l'expérience de leur trahison, du passage du PCF, sous la bannière du Thorez puis de Marchais, des positions de classe du prolétariat, à celles de la bourgeoisie.

Aujourd'hui, il existe au sein de la classe ouvrière, un courant puissant et profond pour qui le PCF n'a rien à voir avec un parti révolutionnaire, rien à voir avec le Parti de la classe ouvrière. Ce courant antirévissionniste, quoique charriant une certaine confusion idéologique, ne cesse de grandir et il range le PCF à sa vraie place : parmi les partis bourgeois, parmi les défenseurs du capitalisme.

Le PCF, est bien ce parti qui exerce une tutelle autoritaire, antidémocratique et bureaucratique sur la CGT. C'est ce parti qui insulte, voire agresse les ouvriers révolutionnaires, qui menace tous ceux qui s'opposent à lui. Son activité dans les luttes, c'est d'impulser une ligne de défaite et de faire parader ses élus bardés de tricolore partout où il y a un mécontentement à récupérer.

Depuis septembre, le PCF s'est lancé dans une campagne de démagogie effrénée essayant de brouiller un peu les pistes. Alors qu'il est clair, pour un nombre toujours plus grand de travailleurs que sa querelle sur le volume des nationalisations et la gestion démocratique ne traduit que

sa volonté de s'installer plus confortablement dans les différents postes de l'appareil d'État et ainsi de faire avancer son projet de capitalisme d'État. Le PCF s'est brusquement trouvé une vocation autogestionnaire. Lui le défenseur acharné de la hiérarchie capitaliste et des augmentations en pourcentage s'est brusquement trouvé partisan de la réduction des écarts hiérarchiques.

Il est allé jusqu'à applaudir les LIP qu'il n'avait cessé d'insulter et il fait de l'œil à la CFDT d'une manière indécente. Beaucoup d'efforts déployés pour regagner le terrain perdu.

Il y a plus longtemps déjà, la PCF avait lancé son journal des «communistes à l'entreprise» : «Action», un journal que personne n'a jamais acheté mais qu'on voit de manière épisodique diffusé comme tract à la porte des usines.

Le comité central avait pris soin de diriger de façon directe le travail du PCF dans les grosses entreprises.

Mais aucune de ces mesures ne permet d'endiguer le

recul politique du PCF au sein de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, le PCF veut ses 25 % d'électeurs au premier tour, aussi l'electoralisme exige de nouveaux efforts pour piper les voix des travailleurs

Si la mainmise autoritaire sur la CGT permet de transformer ce syndicat en instrument d'encadrement de la classe ouvrière, au profit de la politique bourgeoise du PCF, cela ne suffit pas pour recueillir des voix pour les révisionnistes. Pour cela, il faut que le PCF s'agite, qu'il se montre.

C'est sans doute de cela dont voulait parler Frischmann à la conférence nationale du week-end dernier. Ce Frischmann, qui est membre du Comité central et secrétaire de la Fédération CGT des PTT, disait : «Au nom de quoi le militant communiste d'un syndicat se refuserait-il à donner de son temps pour aider son parti...»

Mais quoiqu'ils fassent, la ligne révisionniste, qu'elle se présente sous l'étiquette CGT ou sous l'étiquette PCF, c'est toujours la même ligne bourgeoise, que nous combattons et qui sera inévitablement rejetée par la classe ouvrière.

• Laving Glaces -Nantes Gala de victoire vendredi 13 janvier à 20h

A Laving-Glaces, les travailleuses ont montré que la lutte paye si les travailleurs, déterminés, prennent leur lutte en main en la dirigeant, si un large soutien populaire s'organise.



regroupement des Laving Glaces
Comité de soutien

GALA DE VICTOIRE
vendredi 13 janvier 20h
théâtre municipal

VICTOIRE A LAVING-GLACES C'EST POSSIBLE DE GAGNER !

COMMUNIQUE DU COMITE DE PARTI REGIONAL DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE, REGION BRETAGNE Soutien aux revendications des petits et moyens producteurs de lait

Le comité régional du Parti communiste marxiste-léniniste de France soutient la manifestation organisée, à Vannes, le mercredi 11 janvier, contre la taxe de coresponsabilité laitière.

Cette taxe est une des mesures prises par la bourgeoisie monopoliste française et européenne pour accélérer l'élimination des petits et moyens paysans.

Comment peut-on prétendre que tous les producteurs de lait sont responsables d'une prétendue surproduction, alors que toutes les primes et subventions sont largement accordées aux plus gros producteurs ?

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France soutient donc les revendications des petits et moyens producteurs qui exigent :

- La suppression de la taxe, la suppression des primes qui engraisent les plus

gros, un prix du lait garantissant un revenu minimum et permettant le maintien à la terre de tous les petits paysans.

Il appelle la classe ouvrière et tous les travailleurs de la ville à soutenir ces revendications. Il appelle les petits et moyens paysans à s'unir pour lutter à la fois contre le gouvernement et contre les firmes laitières, privées et coopératives, en alliance avec la classe ouvrière.

Dénoncer la taxe, comme le font les partis bourgeois de gauche, PCF et PS, sans exiger la suppression des primes, le revenu minimum garanti pour les petits producteurs, et sans lutter contre les firmes laitières, c'est en réalité soutenir ces firmes et les gros paysans, c'est conduire les petits paysans à soutenir une politique capitaliste qui vise à leur élimination.

7 janvier 1978



A L'OFFENSIVE CONTRE LES CRIMES RACISTES !

Après l'assassinat de Laid Sebai, après la mort plus que suspecte d'un travailleur immigré au foyer Sonacotra de Bagnolec, après les attentats multiples de divers groupes fascistes contre des foyers d'immigrés, ce sont de nouvelles actions racistes qui ont lieu.

Le 9 décembre dernier, M. Soumane Sabouni, Mauritanien d'origine, résident du foyer Aftam de Montreuil, était retrouvé, rue de Haies (Paris 20e), devant un café, le crâne fracassé.

On suppose que, comme cela est arrivé à bien des travailleurs étrangers, le gérant du bar avait dû refuser de servir M. Sabouni. Une bagarre a dû suivre qui s'est terminée par l'assassinat du travailleur immigré.

Celui-ci devait décéder à l'hôpital de la Salpêtrière, le 27 décembre dernier, des suites de ses blessures. Pour l'instant, aucun témoignage n'a pu être recueilli sur ces faits et donc aucune action judiciaire, ni d'aucun ordre,

n'a pu être encore entreprise.

Le 24 décembre, un autre résident du même foyer, M. Cissoko, Sénégalais, était grièvement blessé de plusieurs coups de couteau. Ce jour-là, il était allé retirer des vêtements à la blanchisserie qui se trouve juste en face du foyer.

Il donna un gros billet et l'employée lui rendit la monnaie en pièces de 10 F. M. Cissoko trouva cela un peu abusif et le fit remarquer. Le mari de l'employée qui se trouvait là le prit à parti, courut à sa voiture chercher un couteau et en porta plusieurs coups à M. Cissoko.

Aussitôt la nouvelle connue, la colère a été grande au foyer. Les résidents révoltés voulaient venger leur camarade sur le champ. Après discussion, ils décidèrent de boycotter la blanchisserie et de porter plainte. L'agresseur a été arrêté et M. Cissoko s'en est sorti.

Un comité a été créé pour le soutenir dans le

procès qu'il a lancé contre l'agresseur. Les résidents du foyer ont eu des témoignages de solidarité de la part de Montreuillois et de résidents d'autres foyers de Montreuil.

Le 9 janvier, un attentat a été commis contre un foyer d'immigrés à Montois-la-Montagne (Moselle). Ce foyer est un foyer Sonacotra. Il n'y a pas eu de blessés.

Comme le dit le camarade qui nous a transmis la lettre concernant les deux premiers cas, à Montreuil, «cette solidarité français-immigrés, il faut l'organiser de manière offensive et y associer les plus larges couches de notre peuple, parce que, comme le montrent ces deux crimes racistes, la campagne menée par la bourgeoisie est telle qu'elle réussit à diviser le peuple, et à pousser de simples employés ou ouvriers à assassiner des frères de classe.»